Le monde ouvrier face à l'instruction et à l'éducation : aspirations et réalisation en Suisse romande : introduction au dossier

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **16 (2000)**

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LE MONDE OUVRIER FACE À L'INSTRUCTION ET À L'ÉDUCATION: ASPIRATIONS ET RÉALISATION EN SUISSE ROMANDE

Introduction au dossier

Dans un ouvrage qui rendait hommage, il y a près d'un quart de siècle, à l'un des pionniers de l'histoire du mouvement ouvrier[1], Jacques Ozouf avait bien montré l'ampleur de la demande sociale qui avait été à la base du développement de l'institution scolaire. L'instruction était alors autant une nécessité pratique qu'une espérance diffuse de dignité morale à laquelle certains ajoutaient encore *« le sentiment de* [son] *utilité politique et sociale* [...] *pour les travailleurs »*. Peu importait, finalement, pour la grande masse du monde du travail dans laquelle les militants libertaires constituaient une exception significative mais restreinte, que la bourgeoisie trouvât aussi son compte dans cet instrument de contrôle social. *« L'enfant pauvre qui réussit, figure centrale de la mythologie scolaire du XIXe siècle, peut bien être pour la bourgeoisie l'exception chargée de justifier tout le système, tandis que pour le peuple elle est une espérance collective, quasi religieuse. Mais cette image traverse les décennies et, aujourd'hui encore, en dépit de tous les démentis, nous en éprouvons la prégnance »*.

Cela dit, s'agissant cette fois des adultes, le monde ouvrier pouvait-il développer son savoir critique et s'engager en même temps dans des luttes sociales quotidiennes? Cette question, qui peut paraître incongrue, nous est inspirée par deux constats concernant le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle. Tout d'abord, les difficultés et la lenteur de la mise sur pied de l'Université ouvrière, une structure stable qui offrait une formation générale à des ouvriers adultes, montrent effectivement que ce type d'engagement n'allait pas de soi et pouvait concurrencer les luttes sociales; en d'autres termes, qu'il n'était guère possible de mener de front un tel effort de formation et des luttes concrètes sur le terrain[2]. Par ailleurs, l'expression d'espoirs sociaux émanant des milieux ouvriers était localisable soit dans des discours ou des manifestations politiques – qui avaient lieu plus volontiers lors de célébrations ouvrières comme le Premier Mai -, soit au niveau de la formation et de l'éducation. Or, au cours de cette période, cette expression tendit à s'orienter davantage vers le domaine de la formation, ce qui pourrait nous indiquer que lesdits espoirs sociaux des milieux ouvriers relevaient

---

1 Jacques Ozouf, «Le peuple et l'école: notes sur la demande populaire d'instruction en France au XIXe siècle», in *Mélanges d'Histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Editions ouvrières, 1976, pages 167-176.

2 On notera par exemple que ces cours n'ont pas eu lieu pendant et après des hivers marqués par des grèves, comme 1902 et 1903; voir en particulier Charles Heimberg, *« L'œuvre des travailleurs eux-mêmes »? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Slatkine, 1996, pages 158-159.

d'une perspective de plus en plus éloignée dans le temps. L'expérience de l'Ecole Ferrer de Lausanne n'était-elle pas apparue justement dans une phase de déclin du syndicalisme révolutionnaire vaudois et romand[3]?

Du point de vue du mouvement ouvrier, la question de l'instruction et de la formation a concerné autant les adultes que les enfants, les cours du soir que les pratiques scolaires. A partir des perceptions divergentes, au sein des organisations ouvrières, de ce que devait être le rôle de l'Etat, elle s'est posée soit en termes d'expériences autonomes et alternatives, soit au niveau des mandats assignés à des structures étatiques afin de garantir des droits minimaux à la population la moins avantagée. En outre, la problématique scolaire n'a pas seulement concerné des problèmes de structures, mais aussi des préoccupations relatives aux contenus, comme par exemple une exigence de simplification de l'orthographe (pour éviter de divulguer un savoir trop élitaire ou peu accessible)[4], le fait d'enseigner ou non la religion (comme dans l'exemple de l'Ecole libre de Bagnes) ou le statut des travaux manuels (dont l'introduction devait montrer en quelque sorte que l'école obligatoire était aussi destinée au monde ouvrier). Evidemment, en évoquant tous ces aspects, nous devons prendre soin de distinguer ce qui relève d'intentions clairement déclarées de ce qui témoigne de réalisations concrètes et de pratiques quotidiennes; en effet, la confusion de ces deux éléments au niveau des sources et des réflexions, qui se résume le plus souvent à un confinement dans la seule dimension d'intentions exprimées avec insistance dans la documentation disponible, concerne tout à la fois l'histoire de l'éducation et celle de la vie culturelle du mouvement ouvrier; cette problématique du lien entre intentions et pratiques sera donc forcément centrale dans nos réflexions.

Derrière ces débats, l'existence et la reconnaissance d'une culture ouvrière ou populaire sont évidemment en jeu. Alors qu'il venait juste d'émerger en tant qu'acteur social, le monde ouvrier s'est-il montré capable de développer en toute indépendance son propre point de vue et ses propres références culturelles face à une culture bourgeoise dominante? Quels moyens a-t-il mobilisé pour ce faire? Ses éléments les plus actifs ont-ils intégré et propagé une telle culture de manière autonome ou sont-ils restés marqués par l'idéologie dominante? Les limites de ce qui a été effectivement réalisé en la matière ont sans doute largement joué leur rôle à l'origine des difficultés et des faiblesses ultérieures du mouvement ouvrier et social; la question de l'éducation est d'ailleurs susceptible de les éclairer.

La manière dont nous interrogeons le passé dépend de questions qui se posent dans le contexte contemporain. A l'heure où la massification de l'enseignement semble remise en cause au niveau de ses coûts[5], les études des socio-

---

3 Philippe Maget a souligné, de son côté, que *«l'Ecole Ferrer rassemble en quelque sorte une bonne part des espoirs de maintien de la flamme révolutionnaire»*; [*L'Ecole Ferrer de Lausanne. 1910-1919. Origines et réalisation. Autour du concept d'éducation ouvrière*, Lausanne, Université, 1985, page 67].

4 Voir à ce propos Pierre Fiala, «Phonographie», in *Des mots en liberté. Mélanges Maurice Tournier*, Paris, ENS Editions, Tome 2, 1998, pages 359-366.

5 Voir à ce propos Gérard de Sélys et Nico Hirtt, *Tableau noir. Résister à la privatisation de l'enseignement*, Bruxelles, EPO, 1998; Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'Ecole.*

logues montrent que le système scolaire continue de reproduire les inégalités sociales[6]. Dans ce cadre, les débats sur l'école peuvent donner lieu à des propos nostalgiques qui invoquent facilement les fondateurs et leur générosité pour mieux s'en réclamer. Or, ces fondateurs avaient-ils tous le même projet? Ce projet était-il comparable aux aspirations d'aujourd'hui en la matière? Et le mouvement ouvrier en a-t-il été complètement partie prenante? Tenter de répondre à ces questions devrait nous permettre de clarifier les débats et de mettre fin à une certaine ambiguïté: Jules Ferry ou Georges Favon n'étaient pas Jean Jaurès ou Adrien Wyss; et les instigateurs de l'Ecole Ferrer ne pouvaient pas avoir tout à fait tort lorsqu'ils fustigeaient une école publique basée sur un « *apprentissage de la docilité*»[7]. Ces distinctions devraient nous aider aussi à mieux comprendre et à discerner davantage les diverses finalités qui ont été assignées à l'école publique ou défendues par les milieux progressistes. Elles devraient nous permettre de mieux situer les débats et les réalisations d'hier et d'aujourd'hui entre deux champs de contradictions qui traversent tout le système éducatif: d'une part, celui qui voit s'affronter une logique de sélection précoce des meilleurs et une politique active tendant à corriger les inégalités de chances devant l'éducation en concentrant l'attention du système vers les plus défavorisés; d'autre part, celui qui oppose une école normative et inculcatrice à une institution scolaire respectant et encourageant avant tout une certaine autonomie du Sujet et la liberté critique de chacun. Or, il se trouve que ces deux problématiques n'étaient pas sans signification pour le monde ouvrier et qu'elles restent largement présentes dans les débats contemporains.

Il s'agira pourtant de bien distinguer les représentations sociales qui ont été propres à chaque époque: les mondes ouvrier et bourgeois n'ont pas aspiré au même type de formation et l'université, par exemple, a longtemps été ressentie dans les milieux populaires comme un lieu totalement inaccessible, réservé aux seuls enfants de la bourgeoisie. Le droit des plus méritants à une formation complète n'est lui-même pas encore l'équivalent de l'égalité en matière de formation. Dans ce dernier domaine, en effet, la lutte contre les inégalités sociales ne s'attache pas seulement au mérite, elle consiste à faire davantage pour ceux qui sont les plus défavorisés ou qui ont le plus de difficultés, indépendamment de leurs résultats scolaires ou de leurs potentialités.

L'enseignement européen sous la coupe des marchés, Paris et Bruxelles, VO Editions et EPO, 2000; Samuel Johsua, «L'Ecole, au péril du libéralisme» in *Actes des rencontres sur les droits économiques, sociaux et culturels. Du 6 au 23 octobre 1998*, Genève, Ligue suisse des droits de l'homme – section de Genève, Centre de contact Suisses-Immigrés et Théatre Saint-Gervais, 2000, pages 107-123.

6 Notamment Yves Careil, *De l'école publique à l'école libérale. Sociologie d'un changement*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998; Walo Hutmacher, *Quand la réalité résiste à la lutte contre l'échec scolaire. Analyse du redoublement dans l'enseignement primaire genevois*, Genève, Service de la recherche sociologique, 1993. Voir aussi Samuel Johsua, «Transmettre des savoirs techniques au plus grand nombre» et Philippe Martin, Gian Franco Pordenone, «L'offre façonnera la demande»: ces deux articles se trouvent dans un dossier publié dans *Page Deux*, novembre 1996.

7 Extrait de la «Déclaration de principes et but de l'Ecole Ferrer», texte reproduit notamment dans le *Bulletin de l'Ecole Ferrer*, n° 1, 1913, en première page.

Par ailleurs, l'attitude du monde ouvrier et de ses organisations face à l'éducation et à la formation paraît d'autant plus significative qu'elle semble pouvoir jouer un rôle central dans le renouvellement et le décloisonnement dont l'histoire du mouvement ouvrier et celle des mouvements sociaux devraient faire l'objet. En effet, elle est susceptible de nous permettre de prendre en compte et de distinguer le rapport entre avant-garde et monde ouvrier, entre porte-parole et base sociale, ainsi que celui entre sphère publique et sphère privée. Elle peut nous mener à des problématiques nouvelles, dépassant le cadre de l'histoire politique traditionnelle, comme l'expression culturelle, les représentations, les visions de l'avenir ou la sociabilité. Enfin, comme elle part forcément de questions posées dans notre environnement contemporain, elle peut susciter des comparaisons utiles qui devraient nous permettre de distinguer les éléments de continuité et les spécificités de chaque période dans un domaine a priori essentiel pour la préparation de l'avenir et la préservation du lien social.

Les quelques contributions qui vont suivre évoqueront successivement le domaine des alternatives et celui de l'instruction des enfants par l'Etat, l'éducation des jeunes et la formation des adultes de la classe ouvrière. Elles n'en éclaireront que certains aspects dans le cadre géographique étroit de la Suisse romande. Elles n'ont en effet pour ambition que de rassembler quelques réalités cantonales du double point de vue de l'histoire de l'éducation[8] et de celle du mouvement ouvrier[9]. Elles vont probablement nous permettre de poser quelques jalons pour des recherches ultérieures qui pourront alors être mieux inscrites dans un cadre national et européen. Elles vont donc, espérons-le, nous mener aussi à des prolongements. Et nous inviter à aller plus loin dans la réflexion critique.

La plupart des contributions de ce dossier ont fait l'objet de communications orales lors de la journée d'études organisée le 6 février 2000 conjointement par l'Université ouvrière de Genève (UOG) et l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement (AEHMO).

---

8 Des études récentes ont tenté de construire une approche nationale de l'histoire de l'enseignement primaire, mais ont aussi illustré la difficulté d'un tel projet dans le contexte helvétique de forte décentralisation de l'instruction publique. Voir Rita Hofstetter, *Les lumières de la démocratie. Histoire de l'école primaire publique à Genève au XIXe siècle*, Berne et al., Peter Lang, 1998; la revue *Education et recherche*, n° 3, 1998; et Rita Hofstetter, Charles Magnin, Lucien Criblez et Carlo Jenzer (eds), *Une école pour la démocratie. Naissance et développement de l'école primaire en Suisse au XIXe siècle*, Berne et al., Peter Lang, 1999.

9 Voir par exemple Brigitte Studer et François Vallotton (éds), *Histoire sociale et mouvement ouvrier. 1848-1998*, Lausanne et al., Editions d'en Bas et al., 1997; Bernard Degen, «Les mutations sociales, politiques et culturelles de la fête du premier mai en Suisse», in *Fourmies et les premier mai*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994, pages 383-401; Charles Heimberg, *op. cit.*; Pierre Jeanneret, «Aspects de la culture ouvrière en Suisse (1918-1945)», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 10, 1994, pages 27-51; Karl Schwaar, *Isolation und Integration: Arbeiterkulturbewegung und Arbeiterbewegungskultur in der Schweiz. 1920-1960*, Bâle et al., Helbling & Lichtenhahn, 1993.